

LE CIMETIÈRE COMMUNAL

Par Françoise Marillia

INTRODUCTION	9
---------------------------	----------

PREMIÈRE PARTIE : LES LIEUX DE SÉPULTURE DANS LA COMMUNE	11
---	-----------

CHAPITRE I - LE CIMETIÈRE	11
--	-----------

SECTION 1 - CRÉATION ET AGRANDISSEMENT DU CIMETIÈRE	13
--	-----------

A - Une obligation de création	14
--------------------------------------	----

B - Le monopole de création	15
-----------------------------------	----

C - L'utilité publique	17
------------------------------	----

D - Le terrain et ses aménagements	18
--	----

1. Le libre choix du terrain par la commune	18
---	----

a) Le régime de liberté d'implantation	19
--	----

b) Le recours à l'hydrogéologue	20
---------------------------------------	----

c) Les caractéristiques du terrain	21
--	----

d) La contestation de l'emplacement	21
---	----

2. Les aménagements	22
---------------------------	----

3. Le régime comptable et fiscal	26
--	----

E - La procédure de création et d'agrandissement	26
--	----

F - L'acquisition du terrain	29
------------------------------------	----

1. La phase administrative de l'expropriation pour cause d'utilité publique	29
---	----

2. La phase judiciaire : le transfert de propriété	32
--	----

G - Les effets de la création	33
-------------------------------------	----

SECTION 2 - LA GESTION DU CIMETIÈRE	35
--	-----------

A - La compétence du conseil municipal	35
--	----

B - Une obligation d'entretien	36
--------------------------------------	----

C - L'obligation relative à certains cas particuliers	40
---	----

1. Le calvaire	40
----------------------	----

2. Les sépultures des soldats « morts pour la France »	40
--	----

3. Les monuments aux morts	43
SECTION 3 - LA TRANSLATION ET LA SUPPRESSION DU CIMETIÈRE	45
A - La procédure de translation	45
B - Les conséquences de la translation	46
1. Les conséquences matérielles	46
2. Les conséquences financières	47
3. Les conséquences juridiques	48
 CHAPITRE II - LES AUTRES LIEUX DE SÉPULTURE	 51
SECTION 1 - LA SÉPULTURE SUR UNE PROPRIÉTÉ PRIVÉE	51
A - Le régime juridique	51
B - Les conséquences	54
 SECTION 2 - LES CIMETIÈRES CONFESIONNELS PRIVÉS	 56
SECTION 3 - LES CIMETIÈRES MILITAIRES	57
A - Les nécropoles nationales	59
B - Les sépultures militaires au sein des cimetières communaux	60
C - Les cimetières militaires étrangers sur le sol français	61
 SECTION 4 - LES CARRÉS CONFESIONNELS	 62
 SECTION 5 - LES ENFEUS	 66
 SECTION 6 - LES DÉPÔTS PROVISOIRES	 68
A - Le dépôt provisoire du cercueil avant une inhumation définitive	69
B - Le dépôt provisoire du corps dans l'attente des funérailles	71
 SECTION 7 - LES CAS PARTICULIERS DES DONS DU CORPS	 75
 SECTION 8 - ILLÉGALITÉ DE TOUT AUTRE LIEU D'INHUMATION	 78
A - L'illégalité de tout autre mode d'inhumation	78
B - Les revendications relatives à d'autres modes de sépulture	79
1. La cryogénisation	79
2. L'immersion et l'aquamation	80
3. La forêt cinéraire	81

4. Les funérailles civiles ou républicaines	82
5. Les cimetières virtuels	82
6. Les cimetières d'animaux	83
CHAPITRE III - LE CRÉMATORIUM ET LE SITE CINÉRAIRE	86
SECTION I - LA CRÉATION DU CRÉMATORIUM ET DU SITE CINÉRAIRE	87
A - La création du crématorium, une compétence exclusive	87
1. Les conditions juridiques	88
2. Les conditions techniques	89
B - Le site cinéraire	91
1. Une compétence exclusive	91
2. L'aménagement du site	92
SECTION II - LA GESTION DU CRÉMATORIUM ET DU SITE CINÉRAIRE	96
A - La gestion du crématorium	97
1. Un service public industriel et commercial	97
2. Le choix du mode de gestion	98
3. Le règlement intérieur	101
4. Les taxes funéraires	102
5. Les frais d'obsèques des personnes dépourvues de ressources	102
B - La gestion du site cinéraire	104
CHAPITRE IV - LA PROTECTION DU CIMETIÈRE	106
SECTION 1 - LES SERVITUDES AUX ABORDS DES LIEUX D'INHUMATION	106
A - Les servitudes aux abords des cimetières privés	106
1. Les contraintes pesant sur les lieux d'inhumation privés	106
2. Les servitudes de passage affectant les lieux d'inhumation privés	108
B - Les servitudes aux abords des cimetières publics	108
1. La servitude <i>non aedificandi</i> (interdiction de construire)	108
2. Les autres servitudes	110
SECTION 2 - LA POLICE DES LIEUX DE SEPULTURE	111
A - Les principes généraux de la police des sépultures	111
1. Le maire, autorité de police administrative	111
2. Les cas particuliers	115

3. Le règlement municipal du cimetière	117
4. Le contrôle de légalité du juge administratif	118
5. Le régime de responsabilité de la commune	120
6. Le contentieux judiciaire	125
7. Le contrôle budgétaire	126
B - La police des cimetières	126
1. Le maire garant de l'ordre et de la décence du cimetière	126
a) <i>La surveillance générale du cimetière</i>	127
b) <i>Le contrôle des inscriptions sur les monuments funéraires</i>	131
c) <i>La sécurité dans le cimetière</i>	132
2. La police spéciale des monuments funéraires menaçant ruine	133
3. La police de la circulation dans le cimetière	136
4. Le maire garant de la salubrité publique	138
5. Le maire garant de la décence du cimetière	139
6. Le maire garant de la neutralité du cimetière	140
7. L'absence de police de l'esthétique	145
C - La police des funérailles	148
1. Le maire garant de la liberté des funérailles	149
2. La police des inhumations	151
a) <i>Le droit à inhumation</i>	151
b) <i>Cas particuliers</i>	153
c) <i>L'autorisation d'inhumer</i>	155
d) <i>Les délais d'inhumation</i>	157
e) <i>Les taxes d'inhumation</i>	158
f) <i>Le refus d'inhumation</i>	160
g) <i>Les responsabilités encourues en matière d'inhumation</i>	162
3. La police des exhumations	163
a) <i>L'exhumation sur demande des familles</i>	163
b) <i>L'exhumation administrative prescrite par la collectivité</i>	166
c) <i>L'exhumation ordonnée par le juge</i>	167
d) <i>La destination des restes exhumés</i>	167
e) <i>L'enlèvement des débris des cercueils</i>	173
f) <i>Le contrôle des refus d'exhumer</i>	174
g) <i>Les responsabilités encourues en matière d'exhumation</i>	175
D - La police des activités lucratives dans le cimetière	177

CHAPITRE V - LA PROTECTION DE LA CRÉMATION	179
--	-----

SECTION 1 - LES RÈGLES AFFÉRENTES À LA CRÉMATION	179
A - L'autorisation de procéder à une crémation	179
B - Les délais de crémation	182
C - Les autres conditions	182

SECTION 2 - LES RÈGLES AFFÉRENTES AUX CENDRES	184
A - Le recueil des cendres	185
1. Le statut juridique de l'urne et des cendres	185
2. Le dépositaire de l'urne funéraire	187
B - La destination des cendres	190
1. Le dépôt de l'urne	191
a) <i>Le placement de l'urne dans une sépulture</i>	191
b) <i>L'inhumation de l'urne en terrain commun</i>	193
c) <i>Le dépôt dans une case de columbarium ou dans un site cinéraire ...</i>	193
d) <i>Le dépôt de l'urne dans une propriété privée</i>	194
2. Le scellement de l'urne sur un monument funéraire	194
3. Le retrait ou le descellement de l'urne	196
4. La dispersion des cendres	197
a) <i>La dispersion des cendres dans l'espace aménagé à cet effet</i>	198
b) <i>La dispersion des cendres en pleine nature</i>	199

SECONDE PARTIE : LA GESTION DES SÉPULTURES DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL	204
--	------------

CHAPITRE I - LA SÉPULTURE EN TERRAIN COMMUN	204
--	------------

SECTION 1 - LE DROIT À INHUMATION EN TERRAIN COMMUN	205
--	------------

SECTION 2 - LES CONDITIONS DE L'USAGE EN TERRAIN COMMUN	208
A - Des fosses individuelles	209
B - La désignation de l'emplacement	210
C - La durée de la mise à disposition	211
D - La reprise des emplacements	212

CHAPITRE II - L'USAGE EN CONCESSION PRIVATIVE	215
--	------------

SECTION 1 – LA CRÉATION DE CONCESSIONS FUNÉRAIRES	215
A - La décision de création	215
B - La nature juridique des contrats	217
 SECTION 2 - L'ATTRIBUTION DES CONCESSIONS FUNÉRAIRES	 219
A - L'absence de condition de domiciliation	219
B - La durée de la concession	220
C - La localisation de la concession	222
D - Les tarifs des concessions	224
1. La détermination des tarifs	224
2. Les cas particuliers	226
3. Le versement des droits	226
E - La disponibilité du terrain	228
F - La communication d'un acte de concession	229
G - La contestation de l'existence d'une concession	230
 CHAPITRE III - LES DROITS DES CONCESSIONNAIRES	 233
 SECTION 1 - LES DROITS LIÉS À L'UTILISATION DE LA CONCESSION	 233
A - Les droits liés à l'inhumation	233
1. Le titulaire de la concession, seul régulateur du droit à inhumation	233
2. Le droit à la réduction et à la réunion de corps	239
3. Le droit à inhumation après la fermeture du cimetière	243
B - Le droit à une paisible jouissance	244
 SECTION 2 - LES DROITS LIÉS À L'AMÉNAGEMENT DE LA CONCESSION	 246
A - Le droit de construction sur la sépulture	246
B - Le droit d'inscription sur la sépulture	249
C - Le droit de faire effectuer des travaux au sein de la concession	252
 SECTION 3 - LES DROITS LIÉS À L'ÉVOLUTION DE LA CONCESSION	 252
A - Le droit à la transmission de la concession	252
1. Principe	252
2. Les conséquences	256
B - Le droit au maintien de la concession	261
1. Le droit au renouvellement de la concession	261
2. Le droit à la conversion de la concession	267

3. Les droits du concessionnaire en cas de translation du cimetière	268
C - Le droit à rétrocession	269
SECTION 4 - LES DROITS LIÉS À LA RÉPARATION DES DOMMAGES CAUSÉS	270
A - Devant le juge administratif	271
1. La responsabilité du fait des agissements de la commune	272
2. La responsabilité du fait des décisions illégales de la commune	275
B - Devant le juge judiciaire	276
CHAPITRE IV - LES DROITS DE LA COMMUNE CONCÉDANTE	281
SECTION 1 - LE CHOIX DES EMPLACEMENTS	281
A - Le droit de définir l'emplacement des concessions	281
B - Le droit de déplacer des tombes	282
1. Le déplacement de tombes en cas d'accord du titulaire	283
2. Le déplacement de tombes en l'absence d'accord du titulaire	283
SECTION 2 - LE DROIT DE REPRISE DE LA CONCESSION	284
A - L'exercice du droit de reprise	286
1. La reprise pour non-renouvellement de la concession	286
2. La reprise en raison de l'état d'abandon de la concession	289
<i>a) Les conditions de la reprise pour état d'abandon</i>	<i>290</i>
<i>b) La décision de reprise</i>	<i>292</i>
B - Les conséquences de la reprise	295
1. Les conséquences de la reprise légale	296
<i>a) L'enlèvement et la disposition des matériaux</i>	<i>296</i>
<i>b) L'exhumation des restes</i>	<i>296</i>
<i>c) La nouvelle occupation du terrain</i>	<i>298</i>
<i>d) Des dépenses éligibles au FCTVA</i>	<i>299</i>
<i>e) Les cas particuliers</i>	<i>299</i>
2. Les conséquences d'une reprise illégale	300
SECTION 3 - LE DROIT DE CONSTRUIRE DES CAVEAUX PRÉFABRIQUÉS	301
SECTION 4 - LE DROIT DE VENDRE DES CAVEAUX D'OCCASION	302
SECTION 5 - LE DROIT DE TRANSFÉRER ET DE VENDRE	305

ANNEXES	304
Modèles d'actes	304
Index alphabétique	306
Bibliographie	319
Abréviations	325